

Errico MALATESTA

L'Anarchie

1891

Le mot *Anarchie* nous vient du grec et signifie sans gouvernement, état d'un peuple qui se régit sans autorité constituée, sans gouvernement.

Avant que toute une catégorie de penseurs considérât une telle organisation comme possible et désirable, avant qu'elle fût prise comme but par un parti qui est désormais un des facteurs les plus importants des luttes sociales modernes, le mot *Anarchie* était généralement pris dans le sens de *désordre*, de *confusion*; il est encore pris aujourd'hui dans ce sens par les masses ignorantes et par les adversaires intéressés à cacher la vérité.

Nous n'entrerons pas dans des digressions philologiques, car la question n'est point philologique mais historique. Le sens vulgaire du mot n'en méconnaît pas la signification véritable, étymologique; il en est un dérivé dû au *préjugé que le gouvernement est un organe nécessaire de la vie sociale*, et que, par conséquent, une société sans gouvernement doit être la proie du désordre, oscillant entre la toute-puissance des uns et la vengeance aveugle des autres.

L'existence de ce préjugé et son influence sur la signification que le public a donnée au mot *Anarchie* s'explique facilement.

Comme tous les animaux, l'homme s'adapte, s'habitue aux conditions dans lesquelles il vit et transmet par hérédité les habitudes acquises.

Né et vivant dans l'esclavage, héritier d'une longue progéniture d'esclaves, l'homme, quand il a commencé à penser, a cru que l'esclavage était une condition essentielle de la vie: la liberté lui a paru impossible. C'est ainsi que le travailleur, contraint depuis des siècles à attendre le travail, c'est-à-dire le pain, du bon plaisir d'un maître, habitué à voir sa vie continuellement à la merci de celui qui possède terre et capital, a fini par croire que c'est le patron qui lui donne à manger; naïf, il se dit : *Comment ferais-je pour vivre si les messieurs n'existaient pas?*

Telle serait la situation d'un homme qui aurait eu les jambes liées depuis la naissance, mais de façon à pouvoir quand même marcher un peu; il pourrait attribuer la faculté de se mouvoir à ses liens qui ne font pourtant que diminuer et paralyser l'énergie musculaire de ses jambes.

Et si, aux effets naturels de l'habitude, j'ajoute l'éducation donnée par le patron, par le prêtre, par le professeur, etc., qui tous sont intéressés à prêcher que le gouvernement et les messieurs sont nécessaires, si vous ajoutez le juge et le policier qui s'efforcent de réduire au silence celui qui pense autrement et voudrait propager sa pensée, on comprendra comment, dans le cerveau peu cultivé de la masse, a pris racine le préjugé de l'utilité, de la nécessité du patron et du gouvernement.

Figurez-vous donc, qu'à l'homme aux jambes liées, dont nous avons parlé, le médecin expose toute une théorie et donne mille exemples habilement inventés pour le persuader qu'avec les jambes libres il ne pourrait ni marcher ni vivre, cet homme défendrait rageusement ses fers et considérerait comme ses ennemis ceux qui voudraient les briser.

Donc, puisqu'on a cru le gouvernement nécessaire, puisqu'on a admis que sans gouvernement il ne peut y avoir que désordre et confusion, il est naturel, il est même logique que le terme *Anarchie*, qui signifie absence de gouvernement, signifie aussi absence d'ordre.

Le fait n'est pas sans exemple dans l'histoire des mots. Dans le temps et les pays où le peuple a cru nécessaire le gouvernement d'un seul (monarchie), le mot *république*, qui signifie gouvernement de la majorité, était pris dans le sens de désordre et de confusion; on retrouve encore cette signification dans le langage populaire de presque tous les pays.

Changez l'opinion, persuadez le public que non seulement le gouvernement n'est pas nécessaire, mais qu'il est extrêmement dangereux et nuisible et alors le mot *Anarchie*, justement parce qu'il signifie absence de gouvernement, voudra dire pour tous: ordre naturel, harmonie des besoins et des intérêts de tous, liberté complète dans la complète solidarité.

On a tort de dire que les anarchistes ont mal choisi leur nom, puisque ce nom est mal compris de la masse et prête à une fausse interprétation. L'erreur ne dépend pas du mot mais de la chose, et la difficulté que rencontrent les anarchistes dans la propagande ne dépend pas du nom qu'ils se donnent, mais du fait que leur concept heurte tous les préjugés invétérés que nourrit le peuple sur la fonction du gouvernement ou, comme on le dit ordinairement, sur l'Etat.

Avant d'aller plus loin, il faut bien nous expliquer sur ce dernier mot qui est, à notre avis, cause de nombreux malentendus.

Les anarchistes se servent ordinairement du mot Etat pour exprimer tout cet ensemble d'institutions politiques, législatives, judiciaires, militaires financières, etc., par lesquelles on soustrait au peuple la gestion de ses propres affaires, la direction de sa propre conduite, le soin de sa propre sécurité pour les confier à quelques-uns qui, usurpation ou délégation, se trouvent investis du droit de faire des lois sur tout et pour tous, de contraindre le peuple de s'y conformer, se servant à cet effet de la force de tous.

En ce cas le mot Etat signifie gouvernement ou, si l'on veut, l'expression impersonnelle, *abstraite* de cet état de choses dont le gouvernement est la personnification : les expressions *abolir l'Etat*, *Société sans Etat*, etc., répondent donc parfaitement à l'idée que les anarchistes veulent exprimer lorsqu'ils parlent de destruction de toute organisation politique fondée sur l'autorité, et de constitution d'une société d'hommes libres et égaux fondée sur l'harmonie des intérêts et sur le concours volontaire de tous à la satisfaction des besoins sociaux.

Pourtant, le mot Etat a beaucoup d'autres significations dont quelques-unes prêtent à équivoque, surtout lorsqu'on a affaire avec des hommes qui, grâce à leur triste position sociale, n'ont pas eu le loisir de s'habituer aux délicates distinctions du langage scientifique ou, pis encore, lorsqu'il s'agit d'adversaires de mauvaise foi qui ont intérêt à confondre et à ne pas vouloir comprendre.

On prend, par exemple, le mot *Etat* pour indiquer telle société, telle collectivité humaine, réunie dans un territoire donné et constituant ce que l'on appelle un corps moral, indépendamment du mode de groupement des membres et des rapports existant entre eux; on s'en sert encore simplement comme synonyme de société. C'est à cause de toutes ces significations du mot *Etat* que les adversaires croient

ou feignent de croire que les anarchistes veulent l'abolition de toute connexion sociale, de tout travail collectif et tendent à réduire les hommes à l'isolement, c'est-à-dire à une condition pire que la sauvagerie.

Par Etat on comprend aussi l'administration supérieure d'un pays, le pouvoir central, distinct du pouvoir provincial ou communal, et pour cette raison d'autres croient que les anarchistes veulent une simple décentralisation territoriale, laissant intact le principe gouvernemental: ils confondent ainsi l'anarchie avec le cantonalisme et le communalisme.

Etat signifie enfin condition, mode d'être, régime social, etc. C'est ainsi que nous disons, par exemple, qu'il faut changer l'*état économique* de la classe ouvrière ou que l'*état anarchique* est le seul état social fondé sur le principe de solidarité, et autres définitions semblables qui, sur nos lèvres (nous qui disons d'autre part vouloir l'*abolition de l'Etat*), peuvent, à première vue, paraître baroques ou contradictoires.

Pour ces raisons, nous croyons qu'il vaut mieux employer le moins possible l'expression *Abolition de l'Etat* et lui substituer cette autre plus claire et plus concrète: *abolition du gouvernement*.

Quoi qu'il en soit, c'est ce que nous ferons dans le cours de cet opuscule.

Nous avons dit que l'anarchie est la société sans gouvernement.

Mais la suppression des gouvernements est-elle possible? Est-elle désirable? Est-elle à prévoir?

Examinons.

Qu'est-ce que le gouvernement ?

La tendance métaphysique (qui est une maladie de l'esprit par laquelle l'homme, après avoir abstrait par processus logique les qualités d'un être, subit une espèce d'hallucination lui faisant prendre l'abstraction pour la réalité), la tendance métaphysique, disons-nous, qui, malgré les coups de la science positive, a encore de profondes racines dans l'esprit de la plupart des hommes contemporains, fait que beaucoup conçoivent le gouvernement comme une entité morale, douée de certains attributs de raison, de justice, d'équité, indépendants des personnes qui sont au gouvernement.

Pour eux, le gouvernement, ou mieux l'Etat, est le pouvoir social abstrait; c'est le représentant abstrait toujours, des intérêts généraux; c'est l'expression du droit de tous, considéré comme limite des droits de chacun. Ce mode de concevoir le gouvernement est appuyé par les intéressés à qui il importe de sauver le principe d'autorité et de le faire survivre aux fautes et aux erreurs de ceux qui se succèdent dans l'exercice du pouvoir.

Pour nous, le gouvernement c'est la collectivité des gouvernants; et les gouvernants, rois, présidents, ministres, députés, etc., sont ceux qui ont la faculté de faire les lois pour régler les rapports des hommes entre eux et de faire exécuter ces lois; de décréter et de percevoir l'impôt; de forcer au service militaire; de juger et de punir les contrevenants aux lois, de surveiller et sanctionner les contrats privés, de monopoliser certaines branches de productions et certains services publics, ou, s'ils le veulent, toute la production et tous les services publics; de favoriser ou empêcher l'échange des produits; de déclarer la guerre ou conclure la paix avec les gouvernements des autres pays; de concéder ou de retirer des franchises, etc., etc. Les gouvernants, en un mot, sont ceux qui ont la faculté, à un degré plus ou moins élevé, de se servir de la force sociale, c'est-à-dire, de la force physique, intellectuelle et économique de tous, pour obliger tout le monde à faire ce qu'ils veulent eux-mêmes. Cette faculté constitue, à notre sens, le principe du gouvernement, le principe d'autorité.

Mais quelle est la raison d'être du gouvernement?

Pourquoi abdiquer entre les mains de quelques individus notre propre liberté, notre propre initiative? Pourquoi leur donner la faculté de s'emparer, avec ou contre la volonté de chacun, de la force de tous et

d'en disposer à leur gré? Sont-ils donc si exceptionnellement doués qu'ils puissent, avec quelque apparence de raison, se substituer à la masse et pourvoir aux intérêts des hommes, mieux que ne sauraient le faire les intéressés? Sont-ils infaillibles et incorruptibles au point qu'on puisse confier, avec prudence, le sort de chacun et de tous à leur bonté?

Et lors même qu'il existerait des hommes d'une bonté et d'un savoir infinis, quand même, par une hypothèse qui ne s'est jamais vérifiée dans l'histoire et que, croyons-nous, il est impossible de vérifier, le pouvoir de gouverner serait dévolu aux plus capables et aux meilleurs, la possession du pouvoir n'ajouterait rien à leur puissance bienfaisante, ou plutôt la paralyserait, la détruirait par la nécessité dans laquelle ils se trouveraient de s'occuper de tant de choses qu'ils ne comprennent pas et surtout de gaspiller la meilleure part de leur énergie pour se maintenir au pouvoir, pour contenter les amis, pour brider les mécontents et mâter les rebelles.

D'ailleurs, bons ou mauvais, sages ou ignorants, que sont les gouvernements? Qui les désigne à leur haute fonction? S'imposent-ils eux-mêmes par droit de guerre, de conquête ou de révolution? Mais alors, quelle garantie a le peuple qu'ils s'inspirent de l'utilité générale? C'est une pure question d'usurpation; et, aux sujets s'ils sont mécontents, il ne reste que l'appel à la force pour se délivrer du joug. Sont-ils choisis par une classe, par un parti? Mais alors ce sont les intérêts et les idées de cette classe qui triompheront, tandis que la volonté et les intérêts des autres seront sacrifiés. Sont-ils élus par le suffrage universel? Mais alors le seul critérium est le nombre, qui, certes, ne prouve ni l'équité, ni la raison, ni la capacité. Ce seront ceux qui savent mieux tromper la masse qui seront élus, et la minorité, qui peut être la moitié moins un, sera sacrifiée: cela, sans compter que l'expérience a démontré l'impossibilité de trouver un mécanisme électoral par lequel les élus soient au moins les représentants réels de la majorité.

Nombreuses et variées sont les théories au moyen desquelles on a essayé d'expliquer et de justifier l'existence du gouvernement. Toutes, en somme, sont fondées sur le préconcept, avoué ou non, que les hommes ont des intérêts contraires et qu'il faut une force externe, supérieure, pour obliger les uns à respecter les intérêts des autres, en prescrivant et imposant telle règle de conduite, qui harmoniserait, autant que possible, les intérêts en lutte et qui apporterait à chacun la plus grande satisfaction avec le moins de sacrifices possible.

Si, disent les théoriciens de l'autoritarisme, les intérêts, les tendances, les désirs d'un individu sont en opposition avec ceux d'un autre individu, ou même de toute la société, qui aura le droit et la force d'obliger l'un à respecter les intérêts des autres? Qui pourra empêcher le citoyen de violer la volonté générale? La liberté de chacun, disent-ils, a pour limite la liberté des autres, mais qui établira ces limites et qui les fera respecter? Les antagonismes naturels des intérêts et des passions créent la nécessité du gouvernement et justifient l'autorité qui se pose en modératrice dans la lutte sociale et assigne les limites des droits et des devoirs de chacun.

Telle est la théorie; mais les théories, pour être justes, doivent être basées sur les faits et pouvoir les expliquer; et l'on sait qu'en économie sociale, trop souvent les théories s'inventent pour justifier les faits, c'est-à-dire pour défendre le privilège et le faire accepter tranquillement par ceux qui en sont les victimes.

Regardons plutôt les faits.

Dans tout le cours de l'histoire, tout comme à l'époque actuelle, le gouvernement est, ou la domination brutale, violente, arbitraire, de quelques-uns sur la masse, ou un instrument ordonné pour assurer la domination et le privilège à ceux qui, par force, par ruse ou par hérédité, ont accaparé tous les moyens de vie, surtout le sol, et s'en servent pour tenir le peuple en servitude et le faire travailler pour eux.

On opprime les hommes de deux façons: ou directement, par la force brutale, par la violence physique; ou indirectement, en leur soustrayant leurs moyens de subsistance et en les réduisant ainsi à l'impuissance. Le premier mode est l'origine du pouvoir, soit privilège politique; le second est l'origine du privilège économique.

On peut encore opprimer les hommes en agissant sur leur intelligence et leurs sentiments, ce qui constitue le pouvoir religieux ou «universitaire»; mais comme l'esprit n'est qu'une résultante des forces matérielles, le mensonge et les corps constitués pour le propager n'ont de raison d'être qu'en tant qu'ils sont le résultat des privilèges économiques et politiques, un moyen pour les défendre et les consolider.

Dans les sociétés primitives peu nombreuses, aux rapports sociaux peu compliqués, quand une circonstance quelconque a empêché que des habitudes, des coutumes de solidarité se soient établies, ou a détruit celles qui existaient et a établi la domination de l'homme sur l'homme, les deux pouvoirs, politique et économique, se trouvent réunis dans les mêmes mains, qui peuvent être, à l'occasion, celles d'un seul homme. Ceux qui, par la force, ont vaincu et épouvané les autres, disposent des personnes et des choses des vaincus et les contraignent à les servir, à travailler pour eux et à faire en tout leur volonté. Ils sont à la fois propriétaires, législateurs, rois, juges et bourreaux.

Mais avec l'accroissement de la société, avec l'accroissement des besoins, avec les complications des rapports sociaux, l'existence prolongée d'un tel despotisme devient impossible. Les dominateurs, soit pour assurer leur sécurité, soit par commodité ou par impossibilité d'agir autrement, se trouvent dans la nécessité, d'une part, de s'appuyer sur une classe privilégiée, soit sur un certain nombre d'individus co-intéressés à leur domination, et, d'autre part, de faire de manière que chacun pourvoie comme il peut à sa propre existence, se réservant pour eux la domination suprême, c'est-à-dire le droit d'exploiter le plus possible tout le monde en même temps que le moyen de satisfaire la vanité du commandement. C'est ainsi qu'à l'ombre du pouvoir, avec sa protection et sa complicité, et souvent à son insu par défaut de contrôle, se développe la propriété privée, autrement dit, la classe des propriétaires. Ceux-ci concentrent peu à peu dans leurs mains les moyens de production, les vraies sources de la vie, agriculture, industrie, commerce, etc., finissent par constituer un pouvoir qui, par la supériorité de ses moyens et la multitude d'intérêts qu'il embrasse, en arrive toujours à soumettre plus ou moins ouvertement le pouvoir politique, le gouvernement, pour en faire son propre gendarme.

Ce phénomène s'est reproduit plusieurs fois dans l'histoire. Chaque fois que dans une invasion ou dans une entreprise militaire, la violence physique, brutale, a pris le dessus dans une société, les vainqueurs ont montré la tendance à concentrer dans leurs mains le gouvernement et la propriété. Mais toujours la nécessité pour le gouvernement, de se concilier la complicité d'une classe puissante, les exigences de la production, l'impossibilité de tout surveiller et de tout diriger, rétablissent la propriété privée, la division des deux pouvoirs et, avec elle, la dépendance effective de ceux qui ont possédé la force, les gouvernants, au profit de ceux qui possèdent les sources de la force, les propriétaires. Le gouvernement finit toujours, et fatalement, par être le gardien du propriétaire.

Mais jamais ce phénomène ne s'est autant accentué que de nos jours. Le développement de la production, l'envahissement immense du commerce, la puissance démesurée qu'a acquise l'argent, et tous les faits économiques provoqués par la découverte de l'Amérique, par l'invention des machines, etc., ont assuré une telle suprématie à la classe capitaliste que, non contente de disposer de l'appui du gouvernement, elle a voulu que le gouvernement sortit de son sein. Un gouvernement qui tirait son origine du droit de conquête (du droit divin, disent les rois et leurs prêtres), pour autant que les circonstances le soumettent à la classe capitaliste, conservait toujours une attitude hautaine et dédaigneuse envers ses anciens esclaves enrichis et des velléités d'indépendance et de domination. Ce gouvernement était bien le défenseur, le gendarme des propriétaires, mais il était de ces gendarmes qui se croient quelque chose et font les arrogants avec les personnes qu'ils doivent accompagner et défendre, quand ils ne les dévalisent et ne les égorgent pas au premier tournant de la rue. La classe capitaliste s'en est débarrassée et s'en débarrasse par des moyens plus ou moins violents, pour lui substituer un gouvernement choisi par elle-même, composé de membres de sa classe, continuellement sous son contrôle et spécialement organisé pour la défendre contre les revendications possibles des déshérités.

De là l'origine du système parlementaire moderne.

Aujourd'hui, le gouvernement, composé de propriétaires et de gens à leur service, est tout à la disposition des propriétaires; il l'est tellement que les plus riches dédaignent même d'en faire partie.

Rothschild n'a besoin ni d'être député, ni d'être ministre: il lui suffit d'avoir à sa disposition les députés et les ministres.

Dans bien des pays, le prolétariat a nominalement une participation plus ou moins large à l'élection du gouvernement. C'est une concession faite par la bourgeoisie, soit pour obtenir le concours du peuple dans la lutte contre le pouvoir royal ou aristocratique, soit pour détourner du peuple la pensée de s'émanciper, en lui donnant une apparence de souveraineté.

Que la bourgeoisie l'ait prévu ou non, dès qu'elle concédait au peuple le droit de vote, il est certain que ce droit s'est montré tout à fait illusoire, bon seulement à consolider le pouvoir de la bourgeoisie, en donnât à la partie la plus énergique du prolétariat l'illusoire espérance d'arriver au pouvoir.

Même avec le suffrage universel, nous pourrions dire surtout avec le suffrage universel, le gouvernement est resté le serf et le gendarme de la bourgeoisie. S'il en était autrement, si le gouvernement menaçait de devenir hostile, si la démocratie pouvait être autre chose qu'un moyen de tromper le peuple, la bourgeoisie, menacée dans ses intérêts, se préparerait à la révolte et se servirait de toute la force et de toute l'influence que lui donne la possession de la richesse, pour rappeler le gouvernement à la fonction de simple gendarme à son service.

En tout temps et en tous lieux, quel que soit le nom que prenne le gouvernement, quelles que soient son origine et son organisation, sa fonction essentielle est toujours celle d'opprimer et d'exploiter les masses, de défendre les oppresseurs et les accapareurs; ses organes principaux, caractéristiques indispensables, sont le gendarme et le percepteur des impôts, le soldat et le geôlier, auxquels se joint inmanquablement le marchand de mensonges, prêtre ou professeur, payé et protégé par le gouvernement pour asservir les esprits et les rendre dociles au joug.

Certainement, à ces fonctions primordiales, à ces organes essentiels du gouvernement, d'autres fonctions et d'autres organes se sont adjoints dans le cours de l'histoire. Admettons pourtant que jamais ou presque jamais, il n'ait existé, dans un pays quelque peu civilisé, un gouvernement qui, outre ses fonctions oppressives et spoliatrices, ne s'en soit attribué d'autres utiles ou indispensables à la vie sociale. Mais cela n'infirme en rien le fait que le gouvernement est, de sa nature, oppressif et spoliateur, qu'il est, de par son origine et sa position, fatalement porté à défendre et renforcer la classe dominante; ce fait confirme donc non seulement ce que nous avons avancé, mais l'aggrave.

En fait, le gouvernement prend la tâche de protéger, plus ou moins la vie des citoyens contre les attaques directes et brutales. Il reconnaît et légalise un certain nombre de droits et devoirs primordiaux et d'us et coutumes sans lesquels il est impossible de vivre en société; il organise et dirige quelques services publics comme les postes, les routes, l'hygiène publique, le régime des eaux, la protection des forêts, etc.; il ouvre des orphelinats et des hôpitaux, et se complaît à se montrer, en apparence, cela se comprend, protecteur et bienfaiteur des pauvres et des faibles. Mais il suffit d'observer comment et pourquoi il accomplit ces fonctions, pour avoir la preuve expérimentale, pratique, que tout ce que le gouvernement fait est toujours inspiré par l'esprit de domination et ordonné pour défendre, agrandir et perpétuer ses privilèges propres et ceux de la classe dont il est le représentant et le défenseur.

Un gouvernement ne peut pas exister longtemps sans cacher sa nature sous un prétexte d'utilité générale: il ne peut pas faire respecter la vie des privilégiés sans se donner l'air de la vouloir respectée chez tous; il ne peut faire accepter les privilèges de quelques-uns sans faire semblant de sauvegarder les droits de tous. *«La loi, dit Kropotkine (c'est-à-dire ceux qui ont fait la loi, soit le gouvernement) la loi a utilisé les sentiments sociaux de l'homme pour faire passer, avec des préceptes de morale que l'homme acceptait, des ordres utiles à la minorité, des spoliateurs contre lesquels il se serait révolté».*

Un gouvernement ne peut vouloir que la société se défasse, parce qu'alors disparaîtrait pour lui et pour la classe dominante la matière à exploiter. Il ne peut permettre qu'elle se régisse elle-même sans intromission officielle, parce qu'alors le peuple s'apercevrait bien vite que le gouvernement ne sert à rien, sinon à défendre les propriétaires qui l'affament, et se préparerait à se débarrasser des gouvernements et des propriétaires.

Aujourd'hui, devant les réclamations pressantes et menaçantes du prolétariat, les gouvernements montrent la tendance de s'interposer dans les relations entre patrons et ouvriers. Ils essaient ainsi de faire dévier le mouvement ouvrier et d'empêcher, par quelques trompeuses réformes, que les pauvres ne prennent eux-mêmes tout ce dont ils ont besoin, c'est-à-dire une part de bien-être égale à celle dont jouissent les autres.

Il faut, en outre, tenir compte que, d'une part, les bourgeois, c'est-à-dire les propriétaires, sont eux-mêmes continuellement en train de se faire la guerre, à se manger entre eux, et, d'autre part, que le gouvernement, bien que fils, esclave et protecteur de la bourgeoisie, comme tout serf, tend à s'émanciper, et tout protecteur tend à dominer le protégé. De là ce jeu de bascule, ces tiraillements, ces concessions accordées et retirées, cette recherche d'alliés parmi les conservateurs contre le peuple, jeu qui est la science des gouvernants et qui fait illusion aux naïfs et aux paresseux attendant toujours leur salut d'en haut.

Avec tout ça, le gouvernement ne change pas de nature: s'il se fait régulateur et se rend garant des droits et des devoirs de chacun, il pervertit le sentiment de justice, il qualifie de crime et punit tout acte qui offense ou menace les privilèges des gouvernants et des propriétaires; il déclare juste, «légal», la plus atroce exploitation des misérables, le lent et continu assaut moral et matériel, perpétré par les possédants au détriment des non-possédants.

S'il se fait administrateur des services publics, il vise encore et toujours les intérêts des gouvernants et des propriétaires, il ne s'occupe des intérêts de la masse laborieuse, qu'en tant que c'est nécessaire pour que la masse consente à payer. S'il se fait instituteur il empêche la propagation du vrai, et tend à préparer l'esprit et le cœur des jeunes, pour qu'ils deviennent ou tyrans implacables ou esclaves dociles, selon la classe à laquelle ils appartiennent. Tout, dans les mains du gouvernement devient moyen pour exploiter, tout devient institution de police pour tenir le peuple dans les fers.

Il doit en être ainsi. Si la vie des hommes est la lutte entre les hommes, il y a naturellement des vainqueurs et des vaincus, et le gouvernement - qui est le prix de la lutte ou un moyen pour assurer aux vainqueurs les résultats de la victoire, et les perpétuer - ne sera certainement jamais entre les mains de ceux qui ont perdu, soit que la lutte ait lieu sur le terrain de la force physique ou intellectuelle, soit qu'elle ait lieu sur le terrain économique. Ceux qui ont lutté pour vaincre, pour s'assurer de meilleures conditions, pour conquérir des privilèges, le commandement et le pouvoir, une fois la victoire obtenue, ne s'en serviront certainement pas pour défendre les droits des vaincus ou pour imposer des limites à leurs propres volontés et à celle de leurs amis et partisans.

Le gouvernement, ou, comme on le dit, l'«Eta » justicier, modérateur des luttes sociales, administrateur impartial des intérêts du public, est un mensonge, une illusion, une utopie jamais réalisée et jamais réalisable.

Si les intérêts des hommes devaient être contraires les uns aux autres, si la lutte entre les hommes était une loi nécessaire de la société humaine, si la liberté des uns devait être une limite à la liberté des autres, alors chacun chercherait à faire toujours triompher ses propres intérêts sur ceux des autres; chacun tenterait d'augmenter sa liberté au préjudice de la liberté d'autrui. S'il devait y avoir un gouvernement, non parce qu'il serait plus ou moins utile à la totalité des membres d'une société, mais parce que les vainqueurs voudraient s'assurer les fruits de la victoire, en soumettant solidement les vaincus et se délivrer de la charge d'être continuellement sur la défensive, en chargeant de sa défense des hommes spécialement dressés au métier de gendarme, alors l'humanité serait destinée à périr ou à se débattre éternellement entre la tyrannie des vainqueurs et la rébellion des vaincus.

Heureusement, l'avenir de l'humanité est plus souriant, parce que la loi qui la gouverne est plus douce.

Cette loi, c'est la solidarité.

L'homme possède, comme propriété fondamentale, nécessaire, «l'instinct de sa propre conserva-

tion», sans lequel aucun être vivant ne pourrait exister, et «l'instinct de la conservation de l'espèce», sans lequel aucune espèce n'eût pu se former ni durer. Il est naturellement porté à défendre son existence et son bien-être ainsi que celui de sa progéniture contre tout et tous.

Les êtres vivants ont, dans la nature, deux manières de s'assurer l'existence et de la rendre plus paisible; d'un côté, la lutte individuelle contre les éléments et contre les autres individus de la même espèce ou d'espèce différente; de l'autre, l'appui mutuel, la coopération, qui peut être appelée «l'association pour la lutte» contre tous les facteurs naturels contraires à l'existence, au développement et au bien-être des associés.

Nous ne pourrions, dans ces quelques pages, indiquer la part respective de ces deux principes dans l'évolution de la vie organique, la «lutte » et la « coopération».

Il nous suffit de constater comment, dans l'humanité, la coopération - forcée ou volontaire - est devenue le seul moyen de progrès, de perfectionnement, de sécurité, et comment la lutte - restée atavique - est devenue complètement inapte à favoriser le bien-être des individus, et produit, au contraire, le mal pour tous, pour les vainqueurs comme pour les vaincus.

L'expérience, accumulée et transmise par des générations successives, a enseigné à l'homme qu'en s'unissant à d'autres hommes sa conservation est plus sûre, et son bien-être plus grand. Ainsi, conséquence de la lutte même pour l'existence, engagée contre la nature ambiante et contre les individus de son espèce, s'est développé chez les hommes l'instinct social, qui a complètement transformé les conditions de son existence. Par la force de cet instinct, l'homme put sortir de l'animalité, monter à une très grande puissance et s'élever si haut au-dessus des autres animaux que les philosophes spiritualistes ont cru nécessaire d'inventer pour lui l'âme immatérielle et immortelle.

De nombreuses causes concurrentes ont contribué à la formation de cet instinct social, qui, partant de la base animale de l'instinct de la conservation de l'espèce - qui est l'instinct social restreint à la famille naturelle - est arrivé à un degré éminent d'intensité et d'extension, pour constituer désormais le fond même de la nature morale de l'homme.

L'homme sorti des types inférieurs de l'animalité, était faible et désarmé pour la lutte individuelle contre les bêtes carnivores. Mais, ayant un cerveau capable d'un grand développement, un organe vocal apte à exprimer par des sons divers les différentes vibrations cérébrales, des mains spécialement adaptées pour donner la forme voulue à la matière, il devait sentir bien vite le besoin et les avantages de l'association; on peut même dire qu'il sortit de l'humanité seulement quand il devint sociable et qu'il acquit l'usage de la parole, qui est à la fois conséquence et facteur puissant de la sociabilité.

Le nombre des hommes étant relativement restreint au début de l'humanité, la lutte pour l'existence d'homme à homme était moins âpre, moins continue, moins nécessaire même en dehors de l'association, ce qui devait favoriser beaucoup le développement des sentiments de sympathie et permettre de constater et d'apprécier l'utilité de l'appui mutuel.

Enfin, la capacité, acquise par l'homme, grâce à ses qualités primitives appliquées, en coopération avec un nombre plus ou moins grand d'associés, de modifier le milieu ambiant et de l'adapter à ses besoins; la multiplication des désirs, qui croissent avec les moyens de les satisfaire et deviennent des besoins; la division du travail, qui est la conséquence de l'exploitation méthodique de la nature au profit de l'homme, ont fait de la vie sociale le milieu ambiant nécessaire à l'homme, hors duquel il ne peut vivre sans tomber dans un état bestial.

Et par le raffinement de la sensibilité, conséquence de la multiplicité des rapports; par l'habitude prise dans l'espèce grâce à la transmission héréditaire pendant des milliers d'années, ce besoin de vie sociale, d'échange de pensées et d'affections entre les hommes, est devenu un mode d'être nécessaire de notre organisme. Il s'est transformé en sympathie, en amitié, en amour et subsiste indépendamment des avantages matériels que l'association produit, à tel point que, pour les satisfaire, on affronte toutes sortes de souffrances, et même la mort.

En somme, les énormes avantages que l'association apporte à l'homme; l'état d'infériorité physique non proportionné à sa supériorité intellectuelle dans lequel il se trouve vis-à-vis de la bête, s'il reste isolé; la possibilité pour l'homme de s'associer à un nombre toujours croissant d'individus, en rapports toujours plus intimes et complexes, jusqu'à étendre l'association à toute l'humanité, à toute vie; surtout la possibilité pour l'homme de produire, en travaillant en coopération avec les autres, plus qu'il n'est nécessaire pour vivre; les sentiments affectifs enfin qui découlent de tout cela, ont donnée à la lutte pour l'existence chez l'homme un caractère tout différent de celui de la lutte qui existe chez les autres animaux.

Quoi qu'il en soit, aujourd'hui on sait - les recherches de naturalistes contemporains nous en apportent chaque jour de nouvelles preuves - que la coopération a eu et a, dans le développement du monde organique, une part très importante, que ne soupçonnaient pas ceux qui voulaient justifier, bien à tort du reste, le règne de la bourgeoisie par des théories darwiniennes, car la distance entre la lutte humaine et la lutte animale reste énorme et proportionnelle à la distance qui sépare l'homme des autres animaux.

Les autres animaux combattent, soit individuellement, soit plutôt en petits groupes durables ou transitoires, contre toute la nature, y compris les autres individus de leur propre espèce. Les animaux les plus sociables même, comme les fourmis, les abeilles, etc., sont solidaires entre individus de la même fourmilière ou de la même ruche, mais sont indifférents envers les autres communautés de leur espèce (quand ils ne les combattent pas). La lutte humaine, au contraire, tend à élargir toujours plus l'association parmi les hommes, à solidariser leurs intérêts, à développer le sentiment d'amour de chaque homme pour tous les hommes, à vaincre et à dominer la nature extérieure avec l'humanité et pour l'humanité. Toute lutte directe pour conquérir des avantages, indépendamment des autres hommes ou contre eux, contredit la nature sociale de l'homme moderne et tend à le repousser vers l'animalité.

La solidarité, c'est-à-dire l'harmonie des intérêts et des sentiments, le concours de chacun au bien de tous et de tous au bien de chacun, est le seul état dans lequel l'homme peut expliquer sa nature et atteindre le plus grand développement et le plus grand bien-être possible. C'est le but vers lequel marche l'évolution humaine; c'est le principe supérieur qui résout tous les antagonismes actuels, insolubles autrement, et fait que la liberté de chacun ne trouve pas la limite, mais le complément et les conditions nécessaires à son existence dans la liberté des autres.

«Pas un individu, disait Michel Bakounine, ne peut reconnaître sa propre humanité, ni par conséquent la réaliser dans la vie, si ce n'est en la reconnaissant dans les autres et en coopérant à sa réalisation pour les autres. Aucun homme ne peut s'émanciper, s'il n'émancipe avec lui tous les hommes qui l'entourent. Ma liberté est la liberté de tous, puisque je ne suis réellement libre, libre non seulement en idée, mais en fait, que quand ma liberté et mon droit trouvent leur confirmation et leur sanction dans la liberté et le droit de tous les hommes, mes égaux.

La situation des autres hommes m'importe beaucoup, car, quelque indépendante que me paraisse ma position sociale, serais-je pape, czar, empereur ou premier ministre, je suis toujours le produit de ce que sont les derniers des hommes; s'ils sont ignorants, misérables esclaves, mon existence est déterminée par leur ignorance, par leur misère et par leur servitude. Moi, homme éclairé et intelligent, par exemple, je suis stupide par leur stupidité; moi, courageux, je suis esclave par leur esclavage; moi, riche, je tremble devant leur misère; moi, privilégié, je pâlis devant leur justice. Moi, qui veux être libre, je ne le puis pas, car autour de moi tous les hommes ne veulent pas encore être libres, et, en ne le voulant pas, ils deviennent pour moi des instruments d'oppression».

La solidarité est donc la condition dans laquelle l'homme atteint le plus haut degré de sécurité et de bien-être; par conséquent l'égoïsme même, soit la considération exclusive de son propre intérêt, porte l'homme et la société humaine vers la solidarité; ou, pour mieux dire, égoïsme et altruisme (considération des intérêts des autres) se confondent en un seul sentiment, comme se confondent en un seul intérêt celui de l'individu et celui de la société.

Mais l'homme ne pouvait passer d'un trait de l'animalité à l'humanité, de la lutte brutale d'homme à homme à la lutte solidaire de tous les hommes, fraternisés, contre la nature extérieure.

Guidé par les avantages qu'offrent l'association et la division du travail qui en résulte, l'homme évoluait vers la solidarité; mais son évolution a rencontré un obstacle qui a changé sa direction et qui la fait

dévier encore aujourd'hui de son but. L'homme découvrit qu'il pouvait, jusqu'à un certain point, et pour les besoins matériels et primordiaux, les seuls qu'il ressentit alors, réaliser les avantages de la coopération en soumettant à son caprice les autres hommes, au lieu de se les associer; et, comme les instincts féroces et antisociaux, hérités d'ancêtres simiesques, étaient encore puissants en lui, il força les plus faibles à travailler pour lui, préférant la domination à l'association. Peut-être même, dans la plupart des cas, fût-ce en exploitant les vaincus, que l'homme parvint pour la première fois à comprendre les bienfaits de l'association, l'utilité que l'homme pouvait retirer de l'appui de l'homme.

La connaissance de l'utilité de la coopération, qui devait conduire au triomphe de la solidarité dans tous les rapports humains, aboutit, au contraire, à la propriété individuelle et au gouvernement, soit à l'exploitation du travail de tous par une poignée de privilégiés.

C'était toujours l'association, la coopération, hors de laquelle il n'y a pas de vie humaine possible; mais c'était un mode de coopération imposé et réglé par quelques-uns, dans leur intérêt particulier.

De ce fait découla la grande contradiction qui remplit l'histoire des hommes, entre la tendance à s'associer et à fraterniser pour la conquête et l'adaptation du monde extérieur aux besoins de l'homme et pour la satisfaction des sentiments affectifs et la tendance à se diviser, en autant d'unités séparées et hostiles qu'il y a de groupements déterminés par les conditions géographiques et ethnographiques, qu'il y a de positions économiques, qu'il y a d'hommes qui ont réussi à conquérir un avantage et veulent se l'assurer et l'augmenter, qu'il y a de ceux qui espèrent conquérir un privilège, qu'il y en a qui, souffrant d'une injustice ou d'un privilège se révoltent et veulent s'affranchir.

Le principe «chacun pour soi», qui est la guerre de tous, contre tous, est venu, dans le cours de l'histoire, compliquer, dévier, paralyser la guerre de tous contre la nature, seule capable de donner le bien-être à l'humanité, car celle-ci ne peut avoir son épanouissement complet qu'en se baissant sur le principe «tous pour un et un pour tous».

L'humanité a souffert de maux immenses par cette intromission de la domination et de l'exploitation au sein de l'association humaine. Mais, malgré l'oppression atroce à laquelle furent soumises les masses, malgré la misère, malgré les vices, les délits, la dégradation que la misère et l'esclavage produisirent chez les esclaves et chez les maîtres, malgré les haines accumulées, malgré les guerres exterminatrices, malgré l'antagonisme des intérêts artificiellement créés, l'instinct social a survécu et s'est développé. La coopération tout en étant la condition nécessaire pour que l'homme puisse lutter avec succès contre la nature extérieure, reste pourtant la cause permanente du rapprochement des hommes et du développement du sentiment de sympathie entre eux. L'oppression même des masses a fait fraterniser les opprimés entre eux. Ce ne fut que par la force de la solidarité, plus ou moins étendue, qui exista entre les opprimés, que ceux-ci ont pu supporter l'oppression et que l'humanité a résisté aux causes de mort qui se sont introduites dans, son sein.

Aujourd'hui le développement immense qu'a pris la production, l'accroissement de ces besoins qui ne peuvent être satisfaits que par le concours d'un grand nombre d'hommes de tous pays, les moyens de communication, l'habitude des voyages, la science, la littérature, le commerce, les guerres même, ont resserré et resserrent toujours davantage l'humanité en un seul corps, dont les parties, solidaires entre elles ne trouvent leur plénitude et la liberté de développement que dans le salut des autres parties et du tout.

L'habitant de Naples est aussi intéressé à l'assainissement des taudis de sa cité qu'à l'amélioration des conditions hygiéniques des populations des bords du Gange, d'où lui vient le choléra. La liberté, le bien-être, l'avenir d'un montagnard perdu dans les gorges des Appenins, ne dépendent pas seulement de l'état de bien-être ou de misère dans lequel se trouvent les habitants de son village, ni des conditions générales du peuple italien, mais dépendent aussi de l'état des travailleurs en Amérique ou en Australie, de la découverte que fait un savant suédois, des conditions morales et matérielles des Chinois, de la guerre ou de la paix qui se fait en Afrique, en somme, de toutes les circonstances, grandes ou petites, qui, en un point quelconque du monde, agissent sur un être humain.

Dans les conditions actuelles de la société, cette vaste solidarité qui unit tous les hommes est, en

grande partie, inconsciente, puisqu'elle surgit spontanément des conflits des intérêts particuliers, tandis que les hommes se préoccupent peu ou point des intérêts généraux. C'est là la preuve la plus évidente que la solidarité est la loi naturelle de l'humanité, qui s'explique et s'impose malgré tous les antagonismes créés par la constitution sociale actuelle.

D'autre part, les masses opprimées qui ne sont jamais complètement résignées à l'oppression et à la misère, et qui, aujourd'hui plus que jamais, se montrent assoiffées de justice, de liberté, de bien-être, commencent à comprendre qu'elles ne peuvent s'émanciper que par l'union, la solidarité avec tous les opprimés, avec tous les exploités du monde entier. Elles comprennent enfin que la condition «sine qua non» de leur émancipation est la possession des moyens de production, du sol et des instruments de travail, c'est-à-dire, l'abolition de la propriété individuelle. La science, l'observation des phénomènes sociaux, démontrent que cette abolition serait d'une immense utilité pour les privilégiés eux-mêmes, s'ils voulaient seulement renoncer à leur esprit de domination et concourir, avec tous, au travail pour le bien-être commun.

Or donc, si un jour les masses opprimées se refusaient à travailler pour les autres, si elles prenaient aux propriétaires la terre et les instruments de travail, et voulaient s'en servir pour leur compte et leur profit, c'est-à-dire pour tous; si elles ne voulaient plus subir la domination, ni de la force brutale, ni du privilège économique; si la fraternité entre les peuples, le sentiment de solidarité humaine, renforcé par la communauté d'intérêts mettaient fin aux guerres et aux conquêtes, quelle serait encore la raison d'être d'un gouvernement?

La propriété individuelle abolie, le gouvernement, qui en est le défenseur, devrait disparaître. S'il sur-vivait, il tendrait continuellement à reconstituer sous une forme quelconque, une classe privilégiée et oppressive.

L'abolition du gouvernement ne signifie pas et ne peut pas signifier destruction de la connexion sociale. Bien au contraire, la coopération qui, aujourd'hui, est forcée, qui, aujourd'hui est directement à l'avantage de quelques-uns, sera libre, volontaire, directe, à l'avantage de tous et en deviendra d'autant plus intense et efficace.

L'instinct social, le sentiment de solidarité, se développerait au plus haut degré; chaque homme fera tout ce qu'il peut pour le bien des autres hommes, tant pour satisfaire ses sentiments affectifs que par intérêt bien compris.

Du libre concours de tous, grâce au groupement spontané des hommes selon leurs besoins et leurs sympathies, du bas en haut, du simple au composé, partant des intérêts les plus immédiats pour arriver aux plus généraux, surgira une organisation sociale qui aura pour but le plus grand bien-être et la plus grande liberté de tous, qui embrassera toute l'humanité en une fraternelle communauté; qui se modifiera, s'améliorera selon les modifications, les circonstances et les enseignements de l'expérience.

Cette société d'hommes libres, cette société d'amis, c'est l'Anarchie.

Nous avons, jusqu'ici considéré le gouvernement tel qu'il est, tel qu'il doit nécessairement être dans une société fondée sur le privilège, sur l'exploitation et l'oppression de l'homme par l'homme, sur l'antagonisme des intérêts, sur la lutte intersociale, en un mot, sur la propriété individuelle.

Nous avons vu comment cet état de lutte, loin d'être une condition nécessaire de la vie de l'humanité, est contraire aux intérêts des individus et de l'espèce humaine; nous avons vu comment la coopération, la solidarité, est la loi du progrès humain, et nous en avons conclu qu'en abolissant la propriété individuelle et toute prédominance de l'homme sur l'homme, le gouvernement perdrait toute raison d'être et devrait disparaître.

Mais pourrait-on nous dire, changez le principe sur lequel est fondée aujourd'hui l'organisation sociale, substituez la solidarité à la lutte, la propriété commune à la propriété privée, vous changerez la nature

du gouvernement, qui, au lieu d'être le protecteur et le représentant des intérêts d'une classe, serait - puisque les classes n'existeraient plus - le représentant des intérêts de toute la société. Il aurait mission d'assurer et de régulariser, dans l'intérêt de tous, la coopération sociale, d'accomplir les services publics d'une importance générale, de défendre la société contre les tentatives possibles tendant à rétablir les privilèges, de prévenir et réprimer les attentats commis par quelques-uns contre la vie, le bien-être et la liberté de chacun.

Il y a dans la société des fonctions trop nécessaires, qui réclament trop de constance, trop de régularité, pour pouvoir être laissées à la libre volonté des individus, sans risquer de voir tout tomber dans le désordre.

Qui organisera, et qui assurera, sans gouvernement, les services d'alimentation, de distribution, d'hygiène, des postes, des télégraphes, des chemins de fer, etc.? Qui aura soin de l'instruction publique? Qui entreprendra ces grands travaux d'exploration, d'assainissement, ces entreprises scientifiques, qui transforment la face de la terre et centuplent les forces de l'homme?

Qui veillera à la conservation et à l'augmentation du capital social, pour le transmettre, enrichi et meilleur, à l'humanité future?

Qui empêchera la dévastation des forêts, l'exploitation irrationnelle et, par conséquent, l'épuisement du sol?

Qui aura mandat de prévenir et de réprimer les délits, c'est-à-dire les actes antisociaux?

Et ceux qui, manquant à la loi de la solidarité sociale, ne voudraient pas travailler? Et ceux qui propageraient l'infection dans un pays en refusant de se soumettre aux règles hygiéniques reconnues utiles par la science?

Et s'il y avait des individus qui, fous ou non, voulaient brûler les récoltes, violer les enfants, ou abuser, contre les plus faibles, de leur force physique?

Détruire la propriété individuelle et abolir les gouvernements existants sans reconstruire un gouvernement qui organise la vie collective et assure la solidarité sociale, ne serait pas abolir les privilèges et apporter au monde la paix et le bien-être: ce serait détruire tout bien social, ramener l'humanité à la barbarie, vers le règne du chacun pour soi, qui est le triomphe de la force brutale, d'abord, et du privilège économique ensuite.

Voilà les objections que nous opposent les autoritaires, même ceux qui sont socialistes, c'est-à-dire ceux qui veulent abolir le propriété individuelle et le gouvernement de classe qui en dérive.

Répondons.

De prime abord, il n'est pas vrai qu'en changeant les conditions sociales, le gouvernement changerait de nature et de fonction. Organe et fonction sont des termes inséparables. Enlevez à un organe sa fonction : ou l'organe meurt, ou la fonction se rétablit; mettez une armée dans un pays où il n'y a ni raison ni crainte de guerre interne ou externe: elle provoquera la guerre ou, si elle n'y réussit pas elle se dissoudra. Une police là où il n'y a pas de délits à découvrir ou de délinquants à arrêter, provoquera, inventera des délits et des délinquants, ou cessera d'exister.

Il existe en France, depuis des siècles, une institution, aujourd'hui adjointe à l'administration des forêts, la «Louveterie», dont les officiers ont l'attribution de pouvoir à la destruction des loups et des autres bêtes nuisibles. Personne ne s'étonnera d'apprendre que c'est précisément à cause de cette institution que les loups existent encore en France, où, dans les saisons rigoureuses, ils font beaucoup de victimes. Le public s'occupe peu des loups, puisqu'il y a les «louveteriers» qui doivent s'en occuper. Ces derniers leur font bien la chasse, mais ils la font intelligemment, en épargnant les nichées et en leur laissant le temps nécessaire à la reproduction, afin de ne pas risquer de détruire une espèce aussi intéressante. Les paysans français ont, en fait, peu de confiance dans ces louvetiers, et les considèrent

plutôt comme des conservateurs des loups. On le comprend: que feraient les lieutenants de l'ouvroirie si les loups disparaissaient?

Un gouvernement, c'est-à-dire un certain nombre de personnes chargées de faire les lois, exercé à se servir de la force de tous pour obliger chacun à les respecter, constitue déjà une classe privilégiée et séparée du peuple. Elle cherchera instinctivement, comme tout corps constitué, à augmenter ses attributions, à se soustraire au contrôle du peuple, à imposer ses tendances et à faire prédominer ses intérêts particuliers. Placée dans une position privilégiée, le gouvernement se trouve en antagonisme avec la masse dont il emploie journalièrement la force.

Du reste, le gouvernement, même en le voulant, ne pourrait pas contenter tout le monde; s'il réussissait à contenter quelques-uns, il devrait se défendre contre les mécontents et co-intéresser, par conséquent une partie du peuple pour en être appuyé. Ainsi recommencerait la vieille histoire de la classe privilégiée, qui se constitue avec la complicité du gouvernement, et qui, si cette fois elle ne se rendait pas possesseur du sol, accaparerait certainement des positions de faveur, créées à cet effet, et ne serait ni moins oppressive, ni moins spoliatrice que la classe capitaliste.

Les gouvernants, habitués au commandement, ne voudraient pas rentrer dans la foule; s'ils ne pouvaient conserver le pouvoir, ils s'assureraient du moins des positions privilégiées en vue du moment où ils devraient céder ce pouvoir à d'autres. Ils useraient de tous les moyens qu'a le pouvoir pour faire élire, comme successeurs, leurs propres amis, afin d'en être appuyés et protégés à leur tour. Le gouvernement passerait et repasserait donc dans les mêmes mains, et la «démocratie», qui est le «prétendu» gouvernement de tous, finirait, comme toujours, en «oligarchie», qui est le gouvernement de quelques-uns, le gouvernement d'une classe.

Quelle oligarchie omnipotente, oppressive, absorbante, serait donc celle qui aurait à sa charge, c'est-à-dire à sa disposition, tout le capital social, tous les services publics, depuis l'alimentation jusqu'à la fabrication des allumettes, depuis les universités jusqu'aux théâtres d'opérettes!

Mais, supposons que le gouvernement ne constitue pas, en soi, une classe privilégiée et qu'il puisse vivre sans créer autour de lui une nouvelle classe de privilégiés, en restant le représentant, l'esclave si on veut, de toute la société. A quoi servirait-il désormais? En quoi et comment augmenterait-il la force, l'intelligence, l'esprit de solidarité, le soin du bien-être de tous et de l'humanité future qui, à ce moment, existeraient dans la société?

C'est toujours la vieille histoire de l'homme lié qui, ayant réussi à vivre malgré ses liens, les considère comme la condition nécessaire de son existence.

Nous sommes habitués à vivre sous un gouvernement qui accapare toutes ces forces, toutes ces intelligences, toutes ces volontés qu'il peut diriger à ses fins et met obstacle, paralyse, supprime celles qui lui sont inutiles ou hostiles - et nous nous imaginons que tout ce qui s'est fait dans la société est l'œuvre du gouvernement et que sans gouvernement il ne resterait plus à la société ni force, ni intelligence, ni bonne volonté. Ainsi (nous l'avons déjà dit) le propriétaire qui s'est emparé du sol le fait cultiver à son profit particulier, ne laissant au travailleur que le strict nécessaire pour qu'il puisse et veuille continuer à travailler - et le travailleur asservi pense qu'il ne pourrait vivre sans le patron, comme si celui-ci avait créé la terre et les forces de la nature.

Que peut ajouter le gouvernement aux forces morales et matérielles existant dans une société? Serait-il par hasard, comme le Dieu de la Bible, qui tire quelque chose de rien? Puisque rien n'a été créé dans le monde communément appelé matériel, rien ne se crée non plus dans cette forme plus compliquée du monde matériel qu'est le monde social. C'est pourquoi les gouvernements ne peuvent disposer que des forces qui existent dans la société, excepté les forces très grandes qu'ils paralysent et détruisent par leur action même, les forces rebelles, les forces perdues dans des frottements nécessairement très nombreux dans un mécanisme aussi artificiel.

Et s'ils donnent quelque chose d'eux-mêmes, c'est en tant qu'hommes, et non comme gouvernants

qu'ils peuvent le faire. Enfin, de toutes les forces matérielles et morales qui restent à la disposition du gouvernement, une minime partie seulement est employée d'une façon vraiment utile à la société. Le reste est, ou dépensé pour refréner les forces rebelles ou détourné du but d'utilité générale et employé au profit de quelques-uns et au préjudice de la majorité des hommes.

On a longuement disserté sur la part respective qu'ont, dans la vie et le progrès des sociétés humaines, l'initiative individuelle et l'action sociale; et on a réussi, avec les artifices habituels du langage métaphysique, à embrouiller tellement les choses, qu'ont paru audacieux ceux qui ont affirmé que tout se régit et marche, dans le monde humain, au moyen de l'initiative individuelle. En réalité, c'est pourtant là une vérité de sens commun, qui paraît évidente aussitôt que l'on cherche à se rendre compte des choses que les mots signifient. «L'être réel c'est l'homme, c'est l'individu»; la société ou collectivité et l'Etat ou gouvernement qui prétend les représenter, si elles ne sont des abstractions vides de sens, ne peuvent être que des agrégats d'individus. Et c'est dans l'organisme de chaque individu qu'ont nécessairement leur origine toutes les pensées et tous les actes humains, lesquels d'individuels deviennent pensées et actes collectifs quand ils sont ou se font communs à beaucoup d'individus. L'action sociale, donc, n'est pas la négation, ni le complément de l'initiative individuelle, mais est la résultante des initiatives, des pensées et des actions de tous les individus qui composent la société: résultante qui, toutes choses égales, est plus ou moins grande, selon que toutes les forces concourent au même but ou sont divergentes et opposées. Si, au contraire, avec les autoritaires, par action sociale on entend l'action gouvernementale, c'est encore là la résultante des forces individuelles, mais seulement de ces individus qui font partie du gouvernement ou qui, par leur position, peuvent influencer sur la conduite du gouvernement.

De là, dans le démêlé séculaire entre la «liberté» et l'«autorité» ou, en d'autres termes, entre le «socialisme» et l'«Etat de classe», il n'est vraiment pas question d'augmenter l'indépendance individuelle au détriment de l'ingérence sociale, ou celle-ci au détriment de celle-là. Mais il s'agit plutôt d'empêcher que quelques individus puissent opprimer les autres; de donner à tous les individus les mêmes droits et les mêmes moyens d'action; et de substituer l'initiative de tous, qui doit naturellement produire l'avantage de tous, à l'initiative de quelques-uns, qui produit nécessairement l'oppression de tous les autres. Il s'agit toujours, en somme, de détruire la domination et l'exploitation de l'homme par l'homme, de façon que tous soient intéressés au bien-être commun, et les forces individuelles, au lieu d'être supprimées ou de se combattre, de se détruire l'une l'autre, trouvent la possibilité d'un développement complet et s'associent entre elles pour le plus grand avantage de tous.

Il résulte de tout ce que nous avons dit que l'existence d'un gouvernement, même si c'était - d'après notre hypothèse - le gouvernement idéal des socialistes autoritaires, loin de donner une augmentation des forces productives, organisatrices et protectrices de la société, les amoindrirait immensément, en restreignant l'initiative à quelques-uns et en donnant à ces quelques-uns le droit de tout faire, sans pouvoir, naturellement, leur donner le don de tout savoir.

En effet, si vous enlevez de la législation et de toutes les œuvres d'un gouvernement tout ce qui est compris pour défendre les privilégiés et qui représente la volonté des privilégiés eux-mêmes, que reste-t-il qui ne soit le résultat de l'activité de tous?

«L'Etat, disait Sismondi, est toujours un pouvoir conservateur qui authentise, régularise, organise les conquêtes du progrès (et l'histoire ajoute qu'il les dirige au profit des classes privilégiées), mais ne les inaugure jamais. Elles ont toujours leur origine dans le bas. Elles naissent dans le fond de la société, de la pensée individuelle, qui se divulgue ensuite, devient opinion, majorité, mais doit toujours rencontrer sur ses pas et combattre dans les pouvoirs constitués la tradition, l'habitude, le privilège et l'erreur».

Du reste, pour comprendre comment une société peut vivre sans gouvernement, il suffit d'observer un peu à fond la société actuelle, et on verra comme en réalité la plus grande partie, la partie essentielle de la vie sociale, s'accomplit, même aujourd'hui, en dehors de l'intervention du gouvernement, et comment le gouvernement n'intervient que pour exploiter les masses, pour défendre les privilégiés et enfin pour sanctionner, bien inutilement, tout ce qui s'est fait sans lui et même malgré et contre lui. Les hommes travaillent, échangent, étudient, voyagent, suivent comme ils le veulent les règles de la morale et de l'hygiène, profitent des progrès de la science et de l'art, ont entre eux des rapports infinis, sans

qu'ils sentent le besoin de quelqu'un qui leur impose la façon de se conduire. Et ce sont justement ces choses où le gouvernement n'a pas d'ingérence, qui marchent le mieux, qui donnent lieu à moins de contestations et qui s'accrochent à la volonté de tous, de manière que tous y trouvent leur utilité et leur agrément.

Le gouvernement n'est pas plus nécessaire pour les grandes entreprises, pour ces services publics qui requièrent le concours régulier de beaucoup de gens, de pays et de conditions différentes. Mille entreprises pareilles sont, aujourd'hui même, l'œuvre d'associations privées, librement constituées, et sont, de l'aveu de tous, celles qui réussissent le mieux. Nous ne parlons pas des associations des capitalistes, organisées dans un but d'exploitation, quoique pourtant elles démontrent la possibilité et la puissance de la libre association et comme cette dernière peut s'étendre jusqu'à embrasser des gens de tous pays et des intérêts immenses et extrêmement variés.

Mais parlons plutôt de ces associations qui, inspirées par l'amour de nos semblables, ou par la passion de la science, ou même simplement par le désir de se divertir et de se faire applaudir, représentent mieux les groupements tels qu'ils seront dans une société où, la propriété individuelle et la lutte entre les hommes étant abolies, chacun trouvera son intérêt dans l'intérêt de tous et sa plus grande satisfaction à faire le bien et à plaire aux autres.

Les sociétés et les congrès scientifiques, l'association internationale de sauvetage, l'association de la Croix-Rouge, les sociétés géographiques, les organisations ouvrières, les corps de volontaires qui accourent au secours dans toutes les grandes calamités publiques, sont des exemples, entre mille, de cette puissance de l'esprit d'association qui se manifeste toujours quand il s'agit d'un besoin où d'une passion vraiment sentie; et les moyens ne font pas défaut. Si l'association volontaire ne couvre pas le monde n'embrasse pas toutes les branches de l'activité matérielle et morale, c'est à cause des obstacles élevés par les gouvernants, des antagonismes créés par la propriété privée, de l'impuissance et de l'avilissement où la grande majorité des hommes a été réduite par l'accaparement de la richesse par quelques-uns. Le gouvernement se charge, par exemple, du service des postes, des voies ferrées, etc. Mais en quoi vient-il réellement en aide à ces services? Quand le peuple, mis à même de pouvoir en jouir, sent le besoin de ces services, il pense à les organiser, et les techniciens n'ont pas besoin d'un brevet du gouvernement pour se mettre à l'œuvre. Plus le besoin est général et urgent, plus abondent les volontaires pour le remplir. Si le peuple avait la faculté de penser à la production et à l'alimentation, ne craignez pas qu'il se laisse mourir de faim, en attendant que le gouvernement ait porté des lois sur le sujet. Si le gouvernement devait se rétablir, il serait encore contraint d'attendre que le peuple ait d'abord tout organisé, pour venir, avec des lois, sanctionner et exploiter ce qui est déjà fait. Il est démontré que l'intérêt privé est le grand mobile de toute activité. Eh bien! quand l'intérêt de tous sera l'intérêt de chacun - et il le serait nécessairement si la propriété privée n'existait pas - tous agiront; si les choses se font, alors qu'elles n'intéressent que quelques-uns, elles se feraient d'autant plus et d'autant mieux quand elles intéresseraient tout le monde. On comprend difficilement qu'il y ait des gens qui croient que l'exécution et la marche régulière des services publics, indispensables à la vie sociale, sont mieux assurés s'ils sont faits par les employés d'un gouvernement plutôt que directement par les travailleurs, qui, ou par choix ou par accord avec les autres, ont choisi ce genre de travail et l'exécutent sous le contrôle immédiat de tous les intéressés.

Assurément, dans tout grand travail collectif, il est besoin de division de travail, de direction technique, d'administration, etc. Mais les autoritaires jouent méchamment sur les mots pour déduire la raison d'être du gouvernement de la nécessité, bien réelle, d'organiser le travail.

Le gouvernement, je le répète encore, est l'ensemble des individus qui ont reçu ou qui ont pris le droit et les moyens de faire les lois et de forcer les gens à obéir; l'administrateur, l'ingénieur, etc., sont, au contraire, des hommes qui reçoivent ou assument la charge de faire un travail et le font. «Gouvernement» signifie délégation du pouvoir, c'est-à-dire abdication de l'initiative et de la souveraineté de tous dans les mains de quelques-uns. «Administration» signifie délégation de travail, c'est-à-dire charge donnée et acceptée, échange libre de services, fondés sur de libres contrats. Le gouvernant est un privilégié, puisqu'il a le droit de commander aux autres et de se servir des forces des autres pour faire triompher ses idées et ses désirs personnels. L'administrateur, le directeur technique, etc., sont des travailleurs comme les autres, quand il s'agit, cela s'entend, d'une société où tous ont des moyens égaux de se

développer, où tous sont ou peuvent être à la fois des travailleurs intellectuels et manuels, où tous les travaux, toutes les fonctions donnent un droit égal à jouir des avantages sociaux. Il ne faut pas confondre la fonction du gouvernement avec la fonction de l'administration, qui sont essentiellement différentes, car si, aujourd'hui, elles se trouvent confondues, c'est à cause du privilège économique et politique.

Mais, hâtons-nous de passer aux fonctions pour lesquelles le gouvernement est considéré, par tous ceux qui ne sont pas anarchistes, comme vraiment Indispensable: la défense externe et interne d'une société, c'est-à-dire la «guerre», la «police», la «justice».

Les gouvernements disparus et la richesse sociale étant mise à la disposition de tous, tous les antagonismes disparaîtront bien vite entre les différents peuples, et la guerre n'aura plus de raison d'être. Nous dirons, en outre, que dans l'état actuel de la société, quand la révolution éclatera dans un pays, si elle ne trouve un écho immédiat partout, elle rencontrera certainement tant de sympathie, que pas un gouvernement n'osera envoyer des troupes à l'extérieur, avec le risque de voir éclater la révolution dans sa propre demeure. Admettons, toute-fois, que les gouvernements des pays non encore émancipés veuillent et puissent tenter de remettre en servitude un peuple libre. Celui-ci aura-t-il besoin d'un gouvernement pour se défendre? Pour faire la guerre, il faut des hommes qui aient les connaissances géographiques et techniques nécessaires, et surtout des masses qui veuillent se battre. Un gouvernement ne peut pas augmenter les capacités des uns, ni la volonté et le courage des autres. L'expérience historique nous enseigne comment un peuple, qui veut vraiment défendre son propre pays, est invincible: en Italie, tout le monde sait comment, devant les corps des volontaires (formation anarchique) croulent les trônes et s'évanouissent des armées régulières, composées d'hommes forcés ou assoldés. La «police»? La «justice»? Beaucoup s'imaginent que s'il n'y avait pas des gendarmes, des policiers et des juges, chacun serait libre de tuer, de violer et de brutaliser son prochain; que les anarchistes, au nom de leurs principes, voudraient qu'on respectât cette liberté étrange qui viole et détruit la liberté et la vie d'autrui. Ils sont presque persuadés que, après avoir détruit le gouvernement et la propriété privée, nous laisserions reconstituer tranquillement l'une et l'autre, par respect de la «liberté» de ceux qui ressentiraient le besoin d'être gouvernants et propriétaires. Etrange manière, vraiment, de comprendre nos idées!... Il est vrai qu'ainsi on réussit plus facilement à se débarrasser, avec un haussement d'épaules, de la peine de les réfuter.

La liberté que nous voulons, pour nous et pour les autres, n'est pas la liberté absolue, abstraite, métaphysique, qui se traduit fatalement dans la pratique par l'oppression des faibles, mais c'est la liberté réelle, la liberté possible qui est la communauté consciente des intérêts, la solidarité volontaire. Nous proclamons la maxime: «Fais ce que veux» et nous résumons pour ainsi dire en elle notre programme, parce que - il est aisé de le saisir - nous sommes persuadés que dans une société harmonique, dans une société sans gouvernement et sans propriété, «chacun voudra ce qu'il devra».

Mais si, par les conséquences de l'éducation reçue de la société actuelle, ou par malaise physique, ou par n'importe quelle autre cause, quelqu'un voulait faire du tort à nous et à d'autres, nous nous servirions, soyez-en certains, de tous les moyens à notre portée pour l'empêcher. Certes, dès que nous savons que l'homme est la conséquence de son propre organisme et de l'ambiant cosmique et social où il rit, dès que nous ne confondons pas le droit sacré de la défense avec le prétendu et absurde droit de punir, dès que dans le délinquant, c'est-à-dire dans celui qui commet des actes antisociaux, nous ne voyons pas l'esclave rebelle, comme le fait le juge de nos jours, mais un frère malade, ayant besoin de soins, nous ne mettrons point de haine dans la répression, nous nous efforcerons de ne pas outrepasser la nécessité de la défense et nous ne penserons pas à nous venger, mais à guérir et à racheter les malheureux, avec tous les moyens que la science nous enseignera.

En tout cas, et de quelque façon que l'entendent les anarchistes - qui, comme tous les théoriciens, peuvent perdre de vue la réalité pour courir après un semblant de logique - il est certain que le peuple ne laissera jamais attenter impunément à sa liberté et à son bien-être, et si la nécessité se présentait, il pourvoit à sa défense contre les tendances antisociales de quelques-uns. Mais, pour cela, qu'est-il besoin de ces gens qui ont pour métier de fabriquer des lois? Ou de ces autres gens qui vivent en cherchant ou en inventant des contre-venants aux lois? Quand le peuple réprouve vraiment une chose et la trouve nuisible, il réussit toujours à l'empêcher, mieux que tous les législateurs, les gendarmes et les juges de métier. Quand, dans les insurrections, le peuple a voulu, bien à tort du reste, faire respecter la propriété privée, il l'a fait respecter comme ne l'aurait pas pu une armée de gendarmes.

Les coutumes suivent toujours les besoins et les sentiments de la généralité; elles sont d'autant plus respectées qu'elles sont moins sujettes à la sanction de la loi, car tous en voient, en comprennent l'utilité, et les intéressés, ne se faisant pas d'illusion sur la protection du gouvernement, pensent les faire respecter eux-mêmes. Pour une caravane qui voyage dans les déserts de l'Afrique, la bonne économie de l'eau est une question de vie ou de mort pour tous, et l'eau, en cette circonstance, devient chose sacrée: personne ne se permet d'en abuser. Les conspirateurs ont besoin du secret: le secret est gardé, ou bien l'infamie frappe celui qui le viole. Les maisons de jeu ne sont pas garanties par la loi et, entre joueurs, celui qui ne paie pas est considéré et se considère lui-même comme deshonoré.

Est-ce peut-être à cause des gendarmes qu'on ne se tue pas plus qu'on ne le fait? la plupart des communes de l'Italie ne voient des gendarmes que de loin en loin; des millions d'hommes vont par monts et par vaux, loin des yeux tutélaires de l'autorité, de sorte qu'on pourrait les attaquer sans le moindre risque de châtement, et pourtant ils sont aussi en sûreté que dans les centres les plus surveillés. La statistique démontre que le nombre des criminels se ressent très peu de l'effet des mesures répressives, mais varie rapidement avec les variations des conditions économiques et de l'état de l'opinion publique.

Les lois répressives, du reste, ne regardent que les faits extraordinaires, exceptionnels. La vie quotidienne se déroule en dehors de la portée du code et est réglée, presque inconsciemment, par l'assentiment tacite et volontaire de tous, par une quantité d'us et coutumes bien plus importants pour la vie sociale que les articles du code pénal, et bien mieux respectés, quoique complètement privés de toute sanction, sinon de celle, naturelle, du mépris qu'encourent les violateurs et du mal qui découle de ce mépris.

Lorsque des contestations surviennent entre des hommes, est-ce que l'arbitre volontairement accepté ou la pression de l'opinion publique ne seraient pas plus aptes à donner raison à ceux qui l'ont qu'une magistrature irresponsable qui a le droit de juger sur tout et sur tous, qui est nécessairement incompétente et de la injuste?

De même que le gouvernement ne sert, en général, que pour la protection des classes privilégiées, la police et la magistrature ne servent que pour la répression de ces crimes qui ne sont pas considérés comme tels par le peuple et qui offensent seulement les privilèges des gouvernants et des propriétaires. Pour la vraie défense sociale, pour la défense du bien-être et de la liberté de tous, il n'y a rien de plus nuisible que la formation de ces classes qui vivent avec le prétexte de défendre tous, s'habituent à considérer tout homme comme un gibier bon à mettre en cage, et le frappent, sans savoir pourquoi, sur l'ordre d'un chef, comme des assassins inconscients et mercenaires.

Et bien! soit, dit-on: l'anarchie peut être une forme parfaite de vie sociale, mais nous ne voulons pas faire un saut dans les ténèbres. Expliquez-nous donc, «en détail», comment sera organisée votre société. Vient toute une série de questions qui sont très intéressantes, s'il s'agit d'étudier les problèmes qui s'imposeront à la société émancipée, mais qui sont inutiles ou absurdes, ou ridicules, si l'on prétend obtenir de nous une solution définitive.

Par quelles méthodes se fera l'éducation des enfants? Comment organisera-t-on la production et la distribution? Est-ce qu'il y aura encore de grandes cités, ou bien la population se distribuera-t-elle d'une manière égale sur toute la surface de la terre?

Si tous les habitants de la Sibérie voulaient venir passer l'hiver à Nice? Si tous voulaient manger des perdrix ou boire des vins fins? Qui fera le mineur et le marin? Qui videra les fosses d'aisance? Les malades seront-ils assistés à domicile ou à l'hôpital? Qui établira l'horaire des chemins de fer? Comment fera-t-on si le mécanicien prend des coliques pendant que le train est en marche?... Ainsi de suite, jusqu'à prétendre que nous possédions toute science et expérience de l'avenir et que, au nom de l'anarchie, nous prescrivions aux hommes futurs à quelle heure ils doivent se mettre au lit et à quels jours ils doivent se couper les cors aux pieds!

Vraiment, si nos lecteurs attendent de nous une réponse à ces demandes, ou moins à celles d'entre elles qui sont sérieuses et importantes - qui soit plus que notre opinion personnelle du moment - cela nous démontrera que nous avons mal réussi dans notre but d'expliquer ce que c'est que l'anarchie.

Nous ne sommes pas plus prophètes que les autres: si nous prétendions donner une solution officielle à tous les problèmes qui se présenteront dans la vie de la société future, nous entendrions l'abolition du gouvernement dans un sens vraiment étrange. Nous nous déclarerions gouvernement et nous prescririons, à l'instar des législateurs religieux, un code universel pour le présent et l'avenir! Heureusement que, n'ayant ni bûcher, ni prison pour imposer notre Bible, l'humanité pourrait impunément rire de nos prétentions!

Nous nous préoccupons beaucoup de tous les problèmes de la vie sociale, soit dans l'intérêt de la science, soit que nous comptions voir réaliser l'anarchie et concourir, comme nous pourrions, à l'organisation de la nouvelle société. Nous avons donc nos solutions qui, selon les cas, nous apparaissent définitives ou transitoires. Nous en dirions quelque chose ici, si l'espace ne nous manquait pas.

Mais le fait qu'aujourd'hui, avec les données que nous possédons, nous pensons d'une telle façon au sujet d'une telle question donnée, ne veut pas dire qu'il en soit ainsi dans l'avenir. Qui peut prévoir les activités qui se développeront dans l'humanité, quand elle sera émancipée de la misère et de l'oppression? Quand tous auront les moyens de s'instruire et de se développer? Quand il n'y aura plus ni esclaves ni maîtres et que la lutte contre les autres hommes et les haines, les rancoeurs qui en dériveraient ne seront plus une nécessité de l'existence? Qui peut prévoir les progrès de la science, les nouveaux moyens de production, de communication, etc?

L'essentiel est ceci: qu'il se constitue une société où l'exploitation et la domination de l'homme par l'homme ne soit plus possible, où tous aient la libre disposition des moyens d'existence, de développement et de travail, où tous puissent concourir comme ils veulent et savent à l'organisation de la vie sociale. Dans une telle société, tout sera nécessairement fait de façon à satisfaire au mieux les besoins de tous, étant données les connaissances et les possibilités du moment; tout se transformera pour le mieux à mesure que grandissent les connaissances et les moyens.

Au fond, un programme qui touche aux bases de la constitution sociale ne peut faire plus qu'indiquer une méthode. Et c'est la méthode surtout qui différencie les partis et détermine leur importance dans l'histoire. A part la méthode, tous disent vouloir le bien des hommes et beaucoup le veulent réellement; les partis disparaissent, avec eux disparaît toute action organisée et dirigée dans un but déterminé. Il faut donc surtout considérer l'anarchie comme une méthode.

Les méthodes dont les divers partis, non anarchistes, attendent ou disent attendre le plus grand bien de chacun et de tous, peuvent se réduire à deux: «autoritaire» et celle appelée «libérale». La première confie à quelques-uns la direction de la vie sociale et conduit à l'exploitation et à l'oppression de la masse par quelques-uns. La seconde se confie à la libre initiative des individus et proclame, sinon l'abolition, au moins la réduction du gouvernement au minimum d'attributions possibles. Comme elle respecte la propriété individuelle et est tout entière fondée sur le principe de «chacun pour soi» et, par là, sur la concurrence entre les hommes, sa liberté n'est que la liberté pour les forts, pour les propriétaires d'opprimer et d'exploiter les faibles, ceux qui ne possèdent rien; loin de produire l'harmonie, elle tend à augmenter toujours plus la distance entre riches et pauvres, elle conduit aussi à l'exploitation et à la domination, c'est-à-dire, à l'autorité.

Cette seconde méthode, c'est-à-dire, le libéralisme, est théoriquement une espèce d'anarchie, sans socialisme, et, par là, il n'est que mensonge, puisque la liberté n'est pas possible sans l'égalité; l'anarchie vraie ne peut exister hors de la solidarité, hors du socialisme. La critique que les libéraux font du gouvernement se réduit à vouloir lui enlever un certain nombre d'attributions, à appeler les capitalistes à les contester, mais ne peut pas attaquer les fonctions répressives qui forment son essence, car, sans gendarmes, le propriétaire ne pourrait exister, et même la force répressive du gouvernement doit toujours croître à mesure que croissent, par effet de la libre concurrence, la disharmonie et l'inégalité.

Les anarchistes présentent une méthode nouvelle: «l'initiative libre de tous et le libre pacte», après que la propriété individuelle ayant été abolie révolutionnairement, tous sont mis, dans des conditions égales, à même de pouvoir disposer des richesses sociales.

Cette méthode, ne donnant pas prise à la recons-titution de la propriété individuelle, doit conduire, par voie de libre association, au triomphe complet du principe de solidarité.

En considérant les choses de cette façon, on voit que tous les problèmes que l'on met en avant pour combattre les idées anarchistes sont, au contraire, un argument en faveur de l'anarchie, puisque celle-ci seule indique la voie à suivre pour trouver expérimentalement la solution qui correspond le mieux aux données de la science, aux besoins et aux sentiments de tous.

Comment éduquera-t-on les enfants? Nous ne le savons pas. Et puis? Les parents, les pédagogues et tous ceux qui s'intéressent au sort des nouvelles générations, se réuniront, discuteront, s'accorderont ou se diviseront en diverses opinions et mettront en pratique les méthodes qu'ils croiront meilleures; avec la pratique, la méthode qui est vraiment la meilleure finira par triompher.

Il en est de même pour tous les problèmes qui se présenteront.

Il en résulte, de ce que nous avons dit jusqu'ici, que l'anarchie, telle que l'entend le parti anarchique, et telle qu'elle peut être comprise, est basée sur le socialisme. Et s'il n'y avait pas ces écoles socialistes qui scindent artificieusement l'unité naturelle de la question sociale et en considèrent seulement quelques parties séparées, s'il n'y avait pas les équivoques au moyen desquels on cherche à couper la voie à la révolution sociale, nous pourrions affirmer qu'anarchie est synonyme de socialisme, puisque l'un et l'autre signifient abolition de la domination et de l'exploitation de l'homme par l'homme, soient-elles pratiquées au moyen des armées, par la force des baïonnettes, ou par accaparement des moyens d'existence.

L'anarchie, de même que le socialisme, a pour base, pour point de départ, pour milieu nécessaire l'égalité des conditions; elle a pour phare la solidarité et pour méthode la liberté. Elle n'est pas la perfection; elle n'est pas l'idéal absolu qui, comme l'horizon, s'éloigne à mesure que nous nous avançons; mais elle est la voie ouverte à tous les progrès, à tous les perfectionnements accomplis dans l'intérêt de tous.

Ayant établi que l'anarchie est le mode de vie sociale qui, seul, laisse la voie ouverte aboutissant au plus grand bien-être pour tous les hommes, puisqu'elle seule détruit toute classe intéressée à tenir opprimée et misérable la masse des hommes; ayant établi que l'anarchie est possible puisque, en réalité, elle ne fait que débarrasser l'humanité d'un obstacle, le gouvernement, contre lequel elle a toujours dû lutter pour avancer dans son pénible chemin; ayant établi tout cela, nous constatons que les autoritaires se retirent dans leurs derniers retranchements où ils sont renforcés par un certain nombre d'individus qui, tout en étant chauds partisans de la liberté et de la justice, ont peur de la liberté et ne savent pas se décider à concevoir une humanité qui vit et marche sans tuteurs et sans bergers. Serrés de près par la vérité, ces gens demandent qu'on renvoie l'affaire à plus tard, au plus tard possible. Voici la substance des arguments qu'on nous oppose en ce point de la discussion:

« Cette société sans gouvernement, qui se régit au moyen de la coopération libre et volontaire; cette société qui se confie pour tout en l'action spontanée des intérêts et qui est entièrement fondée sur la solidarité et l'amour est certainement, disent-ils, un idéal très beau, mais qui, comme tous les idéaux, reste dans les nuages. Nous nous trouvons dans une humanité qui a toujours été divisée en opprimés et oppresseurs; ceux-ci sont pleins d'esprits de domination et ont tous les vices des tyrans, ceux-là sont habitués au servilisme et ont les vices même que l'esclavage produit. Le sentiment de la solidarité est bien loin d'être celui qui domine parmi les hommes d'aujourd'hui, et s'il est vrai que les destinées des hommes sont et deviennent toujours plus solidaires entre elles, il n'est pas moins vrai que ce que l'on voit le mieux et qui laisse l'empreinte la plus profonde sur le caractère humain, c'est la lutte pour l'existence que chacun soutient chaque jour contre tous; c'est la concurrence qui serre de près ouvriers et patrons et qui fait que chaque homme devient le loup d'un autre homme. Comment pourront-ils, eux, hommes dont l'éducation s'est faite dans une société basée sur l'antagonisme des classes et des individus, se transformer d'un coup et devenir capables de vivre dans une société où chacun fera ce qu'il voudra et devra, sans containte extérieure, par impulsion de sa propre nature, vouloir le bien d'autrui? Avec quelle discernation confierez-vous le sort de la révolution, le sort de l'humanité à une tourbe ignorante, anémiée par la misère, abruti par le prêtre, qui sera aujourd'hui stupidement sanguinaire et qui demain se laissera grossièrement berner par un roublard ou ploiera servilement le cou sous le talon du premier homme de guerre qui osera se proclamer maître? Ne serait-il pas plus prudent de marcher vers l'idéal

anarchiste en passant par une république démocratique et socialiste? Un gouvernement composé des meilleurs ne serait-il pas nécessaire pour préparer la génération aux idées futures?»

Ces objections n'auraient même pas de raison d'être si nous avions réussi à nous faire comprendre et à convaincre le lecteur de ce que nous avons dit auparavant, mais, de toute manière, même si nous devons tomber dans des redites, il sera bien d'y répondre.

Nous nous trouvons toujours en présence du préjugé que le gouvernement est une force nouvelle, sortie on se sait d'où, qui ajoute par elle-même quelque chose à la somme des forces et des capacités de ceux qui le composent et de ceux qui lui obéissent. Au contraire, tout ce qui se fait dans l'humanité est fait par des hommes, et le gouvernement, comme tel, n'y met du sien que la tendance à faire un monopole de tout au profit d'une partie donnée ou d'une classe donnée et la résistance à toute initiative qui naît en dehors de sa coterie.

Abolir l'autorité, abolir le gouvernement ne signifie pas détruire les forces individuelles et collectives qui agissent dans l'humanité, ni les influences que les hommes exercent mutuellement les uns sur les autres; ce serait réduire l'humanité à un amas d'atomes détachés les uns des autres et inertes, chose qui est impossible et qui, si elle était possible, serait la destruction de toute société, la mort de l'humanité.

Abolir l'autorité signifie abolir le monopole de la force et de l'influence; abolir l'autorité signifie abolir cet état de choses dans lequel la force sociale, la force de tous, est l'instrument de la pensée, de la volonté, des intérêts d'un petit nombre d'individus qui, au moyen de la force de tous, suppriment, à leur propre avantage et à celui de leurs propres idées, la liberté de chacun.

Abolir l'autorité signifie détruire un mode d'organisation sociale par lequel l'avenir demeure accaparé, d'une révolution à l'autre, au profit de ceux qui ont été les vainqueurs d'un moment.

Michel Bakounine, dans une publication parue en 1872, après avoir dit que les grands moyens d'action de l'Internationale étaient la propagande de ses idées et l'organisation de l'action naturelle de ses membres sur les masses, ajoute:

« A quiconque prétendrait qu'une action ainsi organisée serait un attentat contre la liberté des masses, une tentative de créer un nouveau pouvoir autoritaire, nous répondrons qu'il n'est qu'un sophiste et un sot. Tant pis pour ceux qui ignorent les lois naturelles et sociales de la solidarité humaine au point d'imaginer qu'une absolue indépendance mutuelle des individus et des masses soit une chose possible ou, au moins, désirable».

La désirer signifie vouloir la destruction de la société, puisque la vie sociale n'est autre chose que cette dépendance mutuelle, continuelle, des individus et des masses.

Tous les individus, fussent-ils les plus intelligents et les plus forts, bien plus, surtout s'ils sont les plus intelligents et les plus forts, en sont à chaque instant les producteurs et les produits. La liberté même de chaque individu n'est que la résultante, reproduite continuellement, de cette masse d'influences matérielles, intellectuelles et morales exercée sur lui par tous les individus qui l'entourent, par la société au milieu de laquelle il naît, se développe et meurt. Vouloir échapper à cette influence au moyen d'une liberté transcendante, divine, absolument égoïste et suffisante à elle-même, est la tendance au non-être; vouloir renoncer à l'exercer sur les autres, signifie renoncer à toute action sociale, à l'expression même de ses pensées et de ses sentiments et se résout aussi dans le non-être.

Cette indépendance tant louée par les idéalistes et les métaphysiciens et la liberté individuelle conçue en ce sens, sont donc le néant.

Dans la nature comme dans la société humaine, qui n'est autre chose que cette même nature, tout ce qui vit ne vit qu'à la condition suprême d'intervenir, de la manière la plus positive et aussi puissamment que sa nature le comporte, dans la vie des autres. L'abolition de cette influence mutuelle serait la mort, et quand nous revendiquons la liberté des masses, nous ne prétendons abolir aucune des influences naturelles que les individus ou les groupes d'individus exercent sur elle: ce que nous voulons, c'est l'abolition des influences artificielles, privilégiées, légales, officielles.

Il est certain que, dans l'état actuel de la société, où la grande majorité des hommes, écrasée par la misère et abrutie par la superstition, git dans l'abjection, les destinées humaines dépendent de l'action d'un nombre relativement peu considérable d'individus.

Il ne pourra certainement pas se faire que, d'un moment à l'autre, tous les hommes s'élèvent au point de sentir le devoir, bien plus que le plaisir d'accomplir tous leurs actes de manière à ce qu'il n'en résulte, pour autrui, que le plus grand bien possible.

Mais si les forces pensantes et dirigeantes de l'humanité sont aujourd'hui peu considérables, ce n'est pas une raison pour en paralyser encore une partie et pour en soumettre beaucoup à quelques-unes d'entre elles; ce n'est pas une raison pour constituer la société de telle manière que, grâce à l'inertie que produisent les positions assurées, grâce à l'hérédité, au protectionnisme, à l'esprit de corps et à toute la mécanique gouvernementale, les forces les plus vives et les capacités les plus réelles finissent par se trouver hors du gouvernement et presque privées d'influence sur la vie sociale.

Et ceux qui parviennent au gouvernement, en se trouvant déplacés de leur milieu et, avant tout, intéressés à rester au pouvoir, perdent toute puissance d'action et servent seulement d'obstacle aux autres.

Abolissez cette puissance négative, qu'est le gouvernement, et la société sera ce qu'elle pourra être, suivant les forces et les capacités du moment.

S'il s'y trouve des hommes instruits et désireux de répandre l'instruction, ils organiseront les écoles et s'efforceront de faire sentir à tous l'utilité et le plaisir de s'instruire; et si ces hommes n'existent pas, ou s'ils sont peu, un gouvernement ne peut les créer; il pourrait seulement, comme cela arrive, en effet aujourd'hui, prendre ces hommes, les soustraire au travail fécond, les mettre à rédiger des règlements qu'il est nécessaire d'imposer au moyen de policiers, et en faire, d'instituteurs intelligents et passionnés qu'ils étaient, des politiciens tout préoccupés d'imposer leur manie et de se maintenir au pouvoir.

S'il y a des médecins et des hygiénistes, ils organiseront le service sanitaire. Et s'ils n'existent pas, le gouvernement ne peut les créer; il pourrait seulement, grâce au soupçon trop justifié que le peuple nourrit à l'égard de ce qu'on lui impose, enlever le crédit aux médecins existants et les faire massacrer, comme empoisonneurs, quand ils vont soigner les épidémies.

S'il y a des ingénieurs, des machinistes, ils organiseront les chemins de fer. Et s'ils n'existent pas, encore une fois, le gouvernement ne peut les créer.

La révolution, en abolissant le gouvernement et la propriété individuelle, ne créera pas des forces qui n'existent pas actuellement, mais laissera le champ libre à l'expansion de toutes les forces, de toutes les capacités existantes, détruira toute classe intéressée à maintenir les masses dans l'abrutissement et fera en sorte que chacun pourra agir et exercer son influence en proportion de sa capacité et conformément à ses passions et à ses intérêts.

Et c'est la seule voie par laquelle la masse puisse s'élever, puisque c'est seulement en possédant la liberté qu'on apprend à être libre, comme c'est seulement en travaillant qu'on peut apprendre à travailler.

Un gouvernement, s'il n'avait d'autres inconvénients, aurait toujours celui d'habituer les gouvernés à la sujétion, et de tendre à se rendre de plus en plus nécessaire.

D'autre part, si l'on veut un gouvernement qui doit éduquer la masse et la mener à l'anarchie, il est cependant nécessaire d'indiquer quelle sera l'origine et le mode de formation de ce gouvernement.

Sera-ce la dictature des meilleurs? Mais qui sont les meilleurs? Et qui leur reconnaîtra cette qualité? La majorité est, d'ordinaire, attachée à de vieux préjugés et à des idées et des instincts déjà dépassés par une minorité moins favorisée; mais, parmi les mille minorités qui toutes croient avoir raison - et

toutes peuvent avoir raison sur quelque point - qui choisira-t-on? Au moyen de quel critère choisira-t-on, pour mettre la force sociale à la disposition de l'une d'elles, quand l'avenir seul peut décider entre les parties en litige?

Si l'on prend cent partisans intelligents de la dictature, vous verrez que chacun d'eux croit qu'il doit, sinon être réellement le dictateur ou un des dictateurs au moins être très voisin de la dictature. Donc, les dictateurs seraient ceux qui, par un chemin ou par un autre, réussiraient à s'imposer et, par le temps qui court, on peut être sûr que toutes leurs forces seraient employées dans la lutte qu'ils soutiendraient pour se défendre contre les attaques de leurs adversaires, oubliant leurs velléités d'éducation, comme s'ils n'en avaient jamais eu.

Sera-ce au contraire un gouvernement élu par le suffrage universel, et par suite l'émanation plus ou moins sincère de la volonté de la majorité? Mais si vous considérez ces braves électeurs comme incapables de pourvoir eux-mêmes à leurs propres intérêts, comment sauront-ils jamais choisir les bergers qui doivent les guider? Et comment pourront-ils résoudre ce problème d'alchimie sociale de faire sortir l'élection d'un génie du vote d'une masse d'imbéciles? Et qu'advient-il des minorités, qui sont souvent la partie la plus intelligente, la plus active et la plus avancée d'une société?

Pour résoudre le problème social en faveur de tous, il n'y a qu'un moyen: expulser révolutionnairement le gouvernement; exproprier révolutionnairement les détenteurs de la richesse sociale; mettre tout à la disposition de tous et faire en sorte que toutes les forces, toutes les capacités, toutes les bonnes volontés existant parmi les hommes agissent pour pourvoir aux besoins de tous.

Nous combattons pour l'anarchie et pour le socialisme parce que nous croyons que l'anarchie et le socialisme doivent avoir une action immédiate, c'est-à-dire qu'on doit, dans le moment même de la révolution expulser les gouvernements, abolir la propriété et confier les services publics - qui, dans ce cas, embrassent toute la vie sociale - à l'œuvre spontanée, libre, non officielle, non autorisée, de tous les intéressés et de tous ceux qui ont la volonté de faire quelque chose. Il y aura certainement des difficultés et des inconvénients; mais ils seront résolus et ne peuvent être résolus qu'anarchiquement, c'est-à-dire au moyen de l'œuvre directe des intéressés et des libres accords.

Nous ne savons pas si à la prochaine révolution l'anarchie et le socialisme triompheront; mais il est certain que si les programmes appelés de transaction sont adoptés, ce sera parce que, pour cette fois nous aurons été vaincus et jamais parce que nous aurons cru utile de laisser en vie une partie du mauvais système sous lequel gémit l'humanité.

De toute manière, nous aurons sur les événements l'influence que nous donnera notre nombre, notre énergie, notre intelligence, notre intransigeance; et, même si nous sommes vaincus, notre travail n'aura pas été inutile, puisque, plus nous aurons été décidés à atteindre la réalisation de tout notre programme, moins de gouvernement et moins de propriété existeront dans la nouvelle société. Et nous aurons fait une grande œuvre parce que le progrès humain se mesure précisément à la diminution du gouvernement et à la diminution de la propriété privée.

Et si, aujourd'hui, nous tombons sans abaisser notre drapeau, nous pouvons être sûrs de la victoire de demain.
